

Réaction aux vœux de Nicolas Sarkozy au monde de l'éducation et de la recherche

Le 11 janvier 2010,

Nicolas Sarkozy s'est livré ce matin à un exercice d'autosatisfaction qui n'est pas à la hauteur de la situation dans les universités et les laboratoires, notamment en Ile-de-France.

Le président de la République n'entend clairement pas réviser la politique désastreuse portée par Valérie Pécresse qui, sous couvert de modernisation et de pragmatisme, déstructure profondément l'enseignement supérieur et la recherche et a conduit à une mobilisation historique de ce secteur.

Un an après avoir humilié les chercheurs dans son discours de mépris du 22 janvier 2009, Nicolas Sarkozy change simplement de ton pour éviter, peut-être, une nouvelle mobilisation de la communauté universitaire avant les élections régionales. Il reconnaît - enfin - l'excellence de la recherche française. Mais derrière ces belles paroles de circonstance sur la société de la connaissance et l'égalité des chances, il persiste et signe sur le fond de sa politique.

Ses propos lénifiants sur la nécessité d'imposer plus de diversité sociale dans les grandes écoles ne sont pas à la mesure de la situation des 600.000 étudiants franciliens. La Région Ile-de-France, elle, agit pour aider les boursiers à se présenter aux concours et pour soutenir les initiatives de tutorat des grandes écoles et des associations. Surtout, depuis 1998 la Région œuvre à l'amélioration de la condition étudiante, à travers ses politiques pour le logement étudiant, l'ouverture des bibliothèques ou l'insertion professionnelle des jeunes. Elle investit cette année plus de 200 millions d'euros dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, soit près de 5% du budget régional.

Derrière ce discours, la politique de concentration des moyens sur quelques sites privilégiés continue dans la logique du plan Campus et du Grand emprunt. Le chef de l'Etat s'obstine sur l'autonomie des universités, la dangereuse réforme de la formation des enseignants et le sacrifice de l'emploi scientifique.

En dépit des milliards affichés, la réalité financière des établissements d'enseignement supérieur et de recherche est toujours sombre. Et alors qu'il était sur place, Nicolas Sarkozy n'a fait aucune annonce concrète et tangible sur le financement du projet de Saclay.

On peut douter que cet exercice de communication suffise à calmer l'inquiétude de la communauté scolaire et universitaire appelée à manifester le 21 janvier.

Marie-Pierre de la Gontrie, porte-parole de la campagne

Isabelle This Saint-Jean, candidate de la liste Huchon 2010 et ex-présidente de Sauvons la recherche



**Parti
Socialiste**



